

COMMUNIQUE

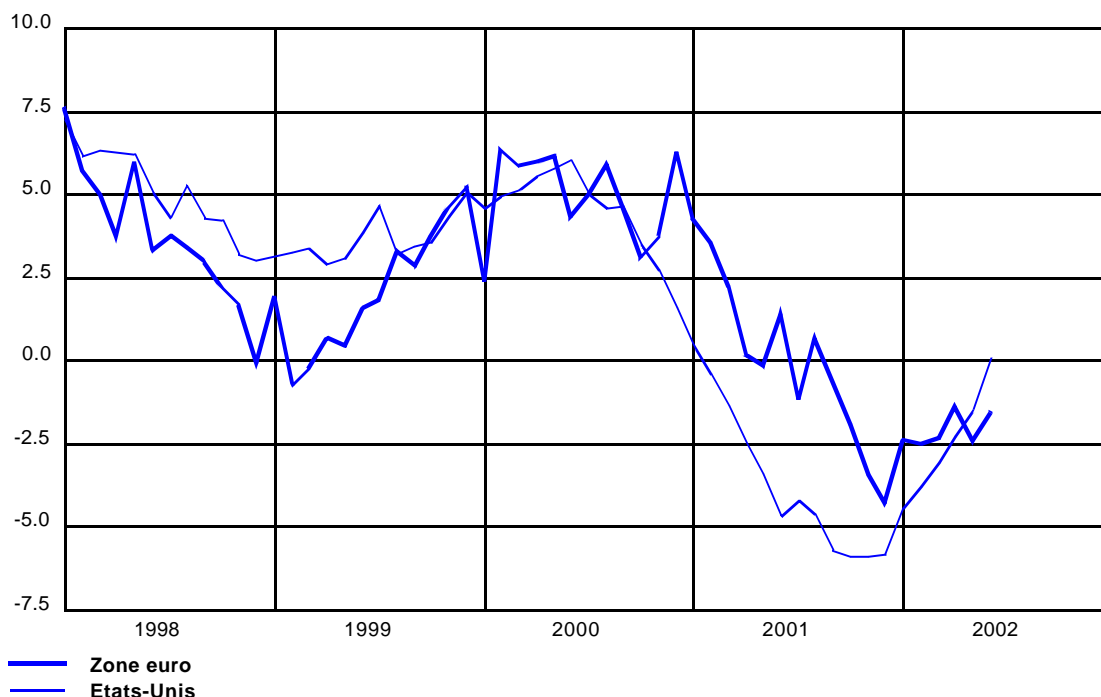
Budget Economique 2003

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) a communiqué au Ministre de l'Economie les chiffres du Budget Economique 2003 proposés par le Bureau fédéral du Plan (BfP). Ces prévisions macro-économiques servent de base à l'élaboration du budget fédéral des recettes et dépenses de l'année 2003.

L'économie mondiale redémarre lentement, après le net recul enregistré en 2001

C'est en fin d'année 2001 - un peu plus tardivement au Japon - que les indicateurs de confiance se sont stabilisés, après s'être fortement dégradés. La croissance de la production industrielle aux Etats-Unis, en Europe et au Japon est alors au plus bas (avec des taux de croissance annuels de respectivement -6 %, -4 % et -14 % en décembre 2001), avant de se redresser durant les premiers mois 2002. Le volume du commerce mondial de biens a évolué de façon similaire. Après trois trimestres consécutifs de recul et une stagnation au dernier trimestre 2001, le commerce mondial a retrouvé un rythme de croissance trimestrielle positif au premier trimestre de l'année en cours.

Figure 1 - Production industrielle dans la zone euro et aux Etats-Unis
Volumes, taux de croissance à un an d'intervalle



La reprise ne s'est pas limitée aux trois grandes économies. Dans d'autres zones (comme le sud-est asiatique) la production s'est également redressée au début de cette année (principalement dans le secteur exportateur).

La reprise économique a dans un premier temps surpris par sa vigueur, surtout aux Etats-Unis. Après une forte, mais brève, progression durant les premiers mois de l'année 2002, un certain nombre d'indicateurs ont, par la suite, affiché une certaine hésitation ou même un recul. Certains indicateurs de confiance pâtissent actuellement des anticipations de croissance trop fortes du début de cette année. Au cours du deuxième trimestre 2002, le taux de croissance trimestriel du PIB des Etats-Unis, de la zone euro et du Japon est resté très modéré (entre 0 et 0,5 %). Les

marchés boursiers qui, au tournant de l'année, s'étaient redressés des deux côtés de l'Atlantique, ont à nouveau plongé durant les mois d'été suite aux malversations comptables d'entreprises américaines et à la révision à la baisse des perspectives de croissance.

Le scénario d'une reprise en 2003 n'est pas remis en cause

Un nouveau recul de la croissance des économies américaines et européennes durant la seconde moitié de cette année hypothéquerait fortement non seulement le chiffre de croissance de 2002, mais également celui de 2003. La révision à la baisse des prévisions de croissance, pour cette année et l'année prochaine, publiées ces dernières semaines par un certain nombre d'instituts de conjoncture, reste assez limitée (environ un quart à un demi point de pour cent pour les deux années); le scénario de "double dip" n'est actuellement pas considéré comme probable. En effet, aussi bien l'économie européenne que l'économie américaine se trouvent pour l'instant dans une meilleure position qu'il y a un an et demi. Dans le courant de l'année 2001, la résorption des stocks excédentaires et du surinvestissement - semble en voie d'achèvement. L'actuel malaise boursier va inévitablement avoir des conséquences négatives pour la dynamique de la consommation privée et les investissements des entreprises, mais, pour autant qu'une nouvelle chute ne se produise pas, ces effets ne devraient être que de courte durée. Alors que dans la zone euro, ce sont surtout les exportations qui sont à l'origine de la reprise conjoncturelle, le renforcement de la reprise au cours des prochains trimestres dépendra principalement du développement des investissements des entreprises et de l'emploi. Les cycles des investissements des entreprises et de l'emploi ne devraient cependant atteindre leur point de retournement qu'au début de l'année prochaine.

L'incertitude relative à l'ampleur de la reprise a conduit les trois principales banques centrales (aux Etats-Unis, zone euro et Japon) à maintenir leur taux de base inchangé, de sorte que ceux-ci se trouvent toujours au niveau relativement bas atteint à la fin de l'année dernière. Aucune modification de la politique monétaire n'est attendue pour les prochains mois, d'autant que l'inflation décélère. Une remontée des taux d'intérêt à court terme n'est escomptée que dans le courant de l'année 2003, lorsque la reprise conjoncturelle se sera renforcée. Bien qu'une hausse des taux d'intérêt à long terme puisse survenir aux Etats-Unis et en Europe suite au reflux des capitaux vers les marchés boursiers, ceux-ci devraient rester relativement bas tant en termes réels que nominaux et ne sera certainement pas un frein au redressement de la croissance.

Le PIB belge en 2002: deuxième année consécutive de faible croissance

Avec une croissance de 0,7 %, la progression du PIB belge à prix constants serait encore légèrement inférieure à celle de l'année dernière. Le revenu disponible des ménages devrait encore connaître une hausse honorable (2,1%), surtout grâce à une indexation des salaires et des allocations sociales supérieure à l'inflation, la poursuite de la suppression de la cotisation de crise et la diminution des impôts accordée dans le cadre de la réforme de l'impôt des personnes physiques. Cette augmentation du pouvoir d'achat des ménages ne devrait pas se traduire par une hausse équivalente de la consommation privée⁽¹⁾. Le recul de l'emploi et la chute des marchés boursiers en cours depuis plus d'un an et demi, poussent sensiblement la propension à épargner des ménages à la hausse. Le taux d'épargne des ménages augmenterait cette année jusqu'à 15,8 % contre 14,4 % en 2001. Dans ce contexte, les investissements en logement des ménages s'affaibliraient également cette année, et pourraient même enregistrer une croissance annuelle moyenne légèrement négative (-0,1 %). Les investissements des entreprises devraient aussi connaître une croissance réelle négative cette année (-2,8 %), en grande partie due à la correction d'un certain surinvestissement des années précédentes. Malgré un redressement notable dans le courant de l'année 2002, les exportations afficheraient un taux de croissance annuel moyen légèrement négatif (-0,4 %). Le phénomène de désstockage qui s'est produit en 2001, disparaît cette année, de sorte que la variation des stocks apporterait une contribution positive de 0,6 % à la croissance économique en 2002.

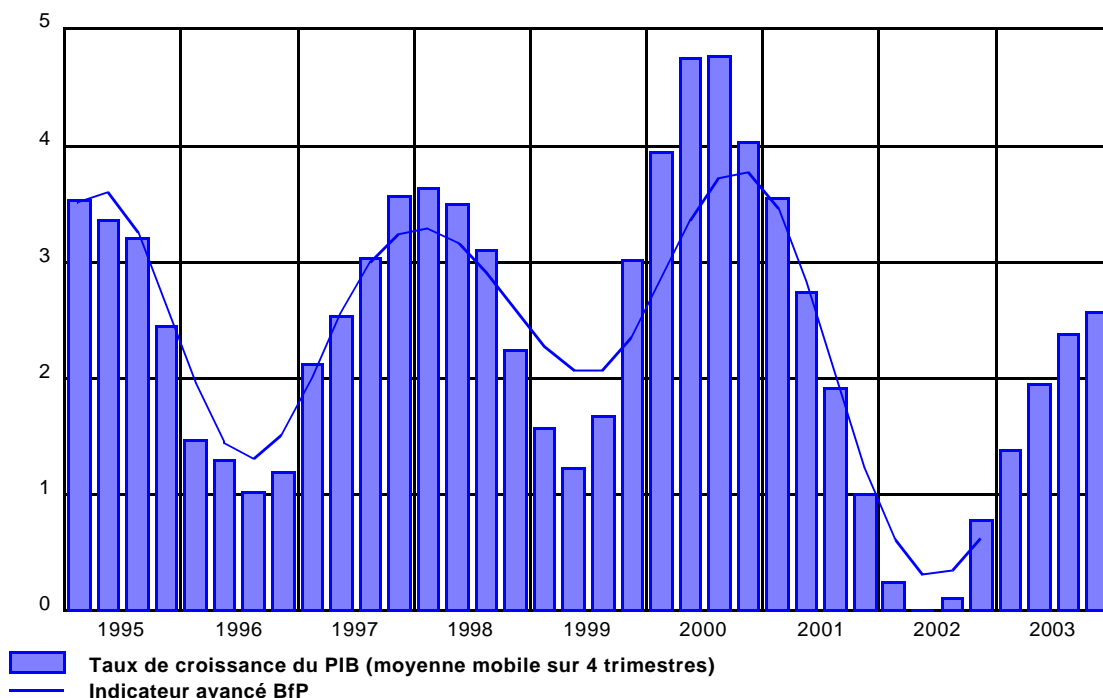
La croissance du PIB reprend en 2003

La reprise conjoncturelle qui est déjà visible au niveau des exportations belges pourrait être suivie dans le courant de l'année 2002 par un changement positif de la consommation privée. Cette dernière devrait suivre la même évolution que celle du revenu disponible l'an prochain et ne serait donc plus freinée par une augmentation du taux d'épargne des particuliers. Contrairement à l'année en cours, le revenu disponible des ménages devrait être soutenu par une augmentation de l'emploi et par la poursuite de la réforme de l'impôt des personnes physique; le pouvoir d'achat des ménages devrait ainsi progresser de 2,3 % l'année prochaine.

(1) La croissance de la consommation privée serait limitée, cette année, à 0,5 %; ce chiffre modeste reflète en partie (à concurrence de 0,5 %) le changement - purement comptable - de classification des entreprises publiques de radiotélévision.

L'incertitude actuelle concernant la vigueur de la reprise économique, le malaise boursier et la détérioration de la rentabilité des entreprises constituent un frein à une reprise rapide des investissements des entreprises. Ces derniers n'atteindraient leur point de retournement qu'au début de l'année prochaine, donc nettement plus tard que les exportations et la consommation privée. Les investissements des entreprises croîtraient de 2,9 % en 2003.

Figure 2 - Evolution trimestrielle du PIB



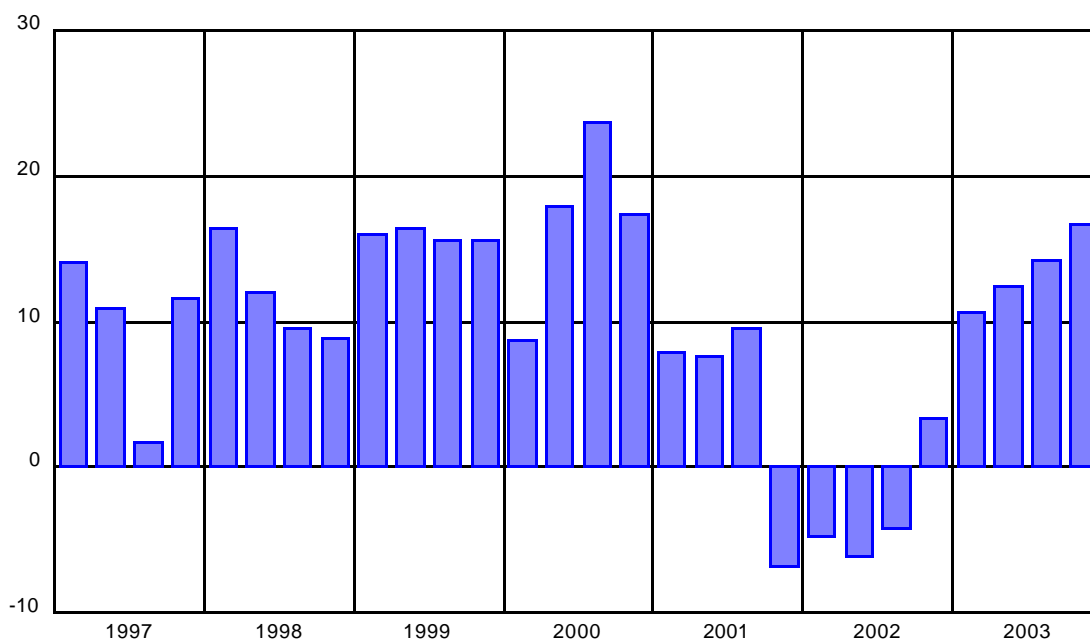
La croissance de la demande intérieure totale s'accélérait l'année prochaine pour atteindre 2,3 % après une croissance limitée à 0,7 % cette année. Les exportations augmenteraient de 5,7 % en 2003 ce qui induirait une contribution positive des exportations nettes de 0,4 %. En dépit d'une croissance du PIB de 2,6 % l'année prochaine, le PIB resterait cependant inférieur de 1% à son niveau tendanciel.

Reprise progressive de l'emploi

La croissance ininterrompue de l'emploi intérieur s'est arrêtée brutalement au cours du dernier trimestre de 2001, notamment suite aux événements du 11 septembre et à la faillite de la Sabena. Les chiffres du chômage pour le premier semestre de 2002 confirment également la diminution de l'emploi. L'amorce d'une reprise économique va généralement de pair avec une forte augmentation de la croissance de la productivité, de sorte que l'emploi ne reprendrait sa progression au plus tôt qu'au dernier trimestre 2002, pour ensuite se renforcer graduellement au cours de 2003. Avec un tel profil trimestriel, l'emploi intérieur se réduirait de 0,2 % (-9700 personnes) en 2002 et croîtrait de 0,8 % (30300 personnes) en 2003. Le taux d'emploi (le rapport entre la population active occupée et la population d'âge actif) diminuerait par conséquent de 59,6 % à 59,1 % en 2002 (en moyenne annuelle) mais remonterait à 59,5 % en 2003.

Figure 3 - Evolution trimestrielle de l'emploi

(variation à un trimestre d'intervalle en milliers)



La population active (selon la définition du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail) s'accroîtrait également en 2003 (d'environ 37000 personnes). Pourtant les mouvements démographiques contribueraient à peine au développement de l'offre de travail et l'impulsion résultant de la campagne de régularisation disparaîtrait. Par contre, la hausse des taux d'activité des femmes serait renforcée par le relèvement d'un an de l'âge légal de la retraite des femmes en 2003. En outre, les mesures soutenant les taux d'activité des 50 ans et plus réduiraient le nombre de sorties anticipées du marché du travail, (pré-pension et chômeurs âgés non demandeurs d'emploi). Dans ce contexte, le chômage (définition MFET) augmenterait encore légèrement en termes absolus en 2003 (de 5800 personnes), alors que le taux de chômage demeurerait constant l'an prochain.

Inflation inférieure à 2 % en 2002 et 2003.

L'inflation sous-jacente est en net recul depuis le second trimestre de 2002, et ce recul devrait se poursuivre jusqu'à la fin de cette année. L'inflation sous-jacente devrait augmenter légèrement, au fur et à mesure que la reprise se renforce en 2003. L'inflation s'établirait à 2,3 % en moyenne annuelle cette année et à 2,0 % l'année prochaine.

L'inflation observée serait inférieure à l'inflation sous-jacente, tant cette année que l'année prochaine. Ce phénomène tient d'une part à la faiblesse du prix de l'énergie, qui est entre autres liée à la libéralisation du marché de l'électricité, et à la suppression de la redevance radio-télévision en Flandre et à Bruxelles. Celle-ci se répercute dans l'index en deux étapes (avril et octobre 2002) et se traduit par une réduction du taux de croissance annuel moyen de l'indice national des prix à la consommation et de l'indice-santé de 0,3 point de pour cent tant en 2002 que 2003.

Dans l'ensemble, l'indice national des prix à la consommation augmenterait de 1,5 % en 2002 et de 1,4 % en 2003, contre 2,5 % en 2001. L'indice-santé, qui n'est pas affecté par le recul des prix de l'essence et du diesel cette année, augmenterait de 1,7 % cette année et de 1,3 % l'année prochaine, contre 2,7 % en 2001.

Sur base des prévisions mensuelles pour l'indice-santé, le prochain dépassement de l'indice-pivot -qui s'établit actuellement à 111,64- aurait lieu en juillet 2003. Dès lors, les prestations sociales seraient adaptées à la hausse du coût de la vie en août 2003, et les salaires et traitements dans la fonction publique en septembre 2003.

Incertitudes autour du scénario de reprise de l'économie mondiale.

Le scénario central d'une reprise continue de l'économie mondiale au cours des prochains trimestres est entouré d'un certain nombre d'incertitudes.

Celles-ci concernent en tout premier lieu les inquiétudes liées à la volatilité et à la tendance à la hausse des cours boursiers. Si les profits des entreprises américaines devaient demeurer inférieurs aux attentes, la crise de confiance actuelle qui touche tant les consommateurs que les entreprises et les investisseurs ne pourrait que s'amplifier, hypothéquant sensiblement la poursuite de la reprise aux Etats-Unis. Une moins bonne performance de l'économie américaine entamerait sérieusement la demande extérieure mondiale, tandis que l'inévitable dépréciation du taux de change du dollar minerait à court terme la compétitivité à l'exportation des entreprises européennes. En outre, une éventuelle réticence de s marchés financiers à financer le déficit courant de la balance des paiements américaine pourrait entraîner, une dépréciation supplémentaire de la monnaie américaine, ce qui minerait le scénario de reprise, aussi bien aux Etats-Unis que dans les autres parties du monde.

L'environnement international pourrait aussi pâtir d'une nouvelle remontée du prix du pétrole dans le contexte d'une éventuelle action militaire au Moyen Orient. Malgré la tendance à la diminution de l'intensité énergétique de la production, les années récentes ont clairement montré qu'une modification importante du prix du pétrole ne reste pas sans conséquences sur la croissance économique. Dans cette phase du cycle conjoncturel, une réduction du pouvoir d'achat des ménages, liée à des prix du pétrole plus élevés, hypothéquerait de manière importante la reprise attendue de la demande intérieure dans la zone euro.

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	2000	2001	2002	2003
Dépenses de consommation finale des particuliers	3.8	1.6	0.5	2.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.5	1.8	1.5	1.9
Formation brute de capital fixe	2.6	0.0	-2.2	2.8
Dépenses nationales totales	3.8	0.8	0.7	2.3
Exportations de biens et services	9.7	-1.0	-0.4	5.7
Importations de biens et services	9.7	-1.4	-0.4	5.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.5	0.2	-0.0	0.4
Produit intérieur brut	4.0	1.0	0.7	2.6
Indice national des prix à la consommation	2.5	2.5	1.5	1.4
Indice santé	1.9	2.7	1.7	1.3
Revenu disponible réel des particuliers	2.3	1.1	2.1	2.3
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14.8	14.4	15.8	15.8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	62.1	46.2	-9.7	30.3
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	6.9	6.6	6.9	6.9
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	4.5	4.6	4.7	4.8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	92.4	89.5	93.8	96.5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	4.4	4.2	3.4	3.7
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.6	5.1	5.2	5.4

*Le jeu complet des tableaux relatifs au Budget économique peut être consulté sur notre site Internet:
<http://www.plan.be>*